

Transformations sociales, culture et pouvoir :

la région Volga - Oural au 20^e siècle

Au début fut la fin de l'URSS. Cet événement dont nous fûmes témoins marqua la fin de soixante dix ans d'un État soviétique, mais aussi la fin de plus de quatre siècles d'un Empire multiethnique. Il serait erroné de limiter l'effondrement de l'URSS à la crise du régime communiste. Depuis la fin de la guerre froide, l'histoire de l'URSS a été profondément renouvelée par un questionnement sur la spécificité du projet national soviétique. L'ouverture simultanée des frontières et des archives ont permis de rompre avec la vision d'une URSS comme « prison des peuples » ou « Empire du mal ».

Encore prépondérante dans les années 1970, cette vision était soutenue par une historiographie dominée par des historiens antisoviétiques qui servaient de référence (R. Pipes, R. Conquest, A. Nekrich). Avec le souci de changer de perspective, des travaux sociologiques et anthropologiques ont porté sur les processus d'intériorisation des contraintes du pouvoir et notamment des catégories nationales. Les travaux précurseurs de Sheila Fitzpatrick furent suivis par ceux de ses élèves, Yuri Slezkine (défendant la thèse forte que les bolcheviks étaient des nationalistes), Joshua Sanborn (sur le rôle de l'Armée rouge dans la formation d'un individu soviétique) et Francine Hirsch^[1] (et son concept de « double assimilation » des habitants de l'URSS aux nationalités officielles puis à l'identité soviétique).

Le renouveau de l'historiographie sur la question des nationalités en Union soviétique s'est ensuite conjugué avec le regain des travaux d'histoire sociale sur les conditions d'existence et le fonctionnement quotidien du régime soviétique (notamment de la société à l'époque de Staline). Longtemps assimilée à celle d'un État purement colonial, la politique nationale soviétique fut réévaluée comme étant celle d'un État qui, ayant à accélérer l'histoire, choisit et promeut la forme nationale pour ses qualités modernisatrices. Dans son ouvrage sur l'« Empire de la discrimination positive », l'historien américain Terry Martin revient en détail sur la politique de promotion des minorités nationales^[2]. Pour offrir un visage national au nouveau pouvoir, le bachkir, langue uniquement orale, fut dotée en 1923, d'une grammaire écrite.

Ce point de vue novateur sur un pouvoir créateur de nations n'essaie en rien de justifier la politique de répression et ne signifie pas que l'on cesse de s'intéresser aux spécificités du cas soviétique, mais cela permet de traiter la question nationale à partir de processus plus larges qui ont eu lieu au 20^e siècle. Dans une perspective comparative, cela ouvre évidemment de nouvelles perspectives de réflexions sur le nationalisme et les études coloniales.

Depuis quelques années, ce thème est abordé en France dans le cadre des recherches menées par le Centre d'Etudes des Mondes Russe, Caucasiens et Centre-Européen (CERCEC), dont l'un des axes de travail pour 2005-2009 est « Empire, frontières, migrations ». Pour saisir comment fut « administrer la différence », la construction de la nationalité comme identité politique est appréhendée en croisant des méthodologies issues de la sociologie et de l'histoire.

Abordant la conception administrative de l'identité, Nathalie Moine évoque son apparition au début des années 1930, lors de l'élaboration des premiers passeports intérieurs soviétiques et son rôle en tant qu'instrument de contrôle et d'épuration sociale[3]. S'appuyant sur la notion de Michel Foucault de « gouvernementabilité », qui élargit le spectre des instruments de mise en ordre du social (milieux scientifiques, administrateurs, etc.), Juliette Cadiot nous montre comment les recensements ont participé à la catégorisation des populations de l'URSS[4].

Le présent projet de recherche s'inscrit dans ce renouveau des études sur la question nationale en URSS. Plus précisément encore, il participe d'un renouveau des études régionales en Russie. Appliqués à des terrains nationaux particuliers, quelques travaux sont venus enrichir notre connaissance de l'URSS des profondeurs. Retenons ceux de Willard Sunderland sur l'occupation des steppes de la Caspienne[5], de Michael Khodarkovsky[6] sur le sort des populations kalmoukes et de Jörg Baberowski sur le Caucase à l'époque stalinienne[7].

Mais ce retour historiographique ne s'est pas limité à la seule question nationale. Une page négligée de l'histoire de l'URSS fut rouverte, dont l'étude avait été entravée par le caractère antireligieux du régime, celle de l'islam et des peuples musulmans de Russie. Se consacrant à l'étude du passé et du présent des peuples turcophones, l'équipe du Centre d'Histoire du Domaine Turc (CHDT) fut au centre de ce renouvellement.

Du fait des événements sanglants au Caucase du Nord, l'islam de Russie fait l'objet d'une attention particulière depuis le milieu des années 1990. Mais si la plupart des publications concernent les deux guerres menées en Tchétchénie, l'islam de Russie est loin de se limiter à la région caucasienne. L'autre grande région musulmane de Russie est la région Volga - Oural qui s'étend d'Astrakhan à Nijni-Novgorod et jusqu'à Omsk et qui est peuplée de turcophones musulmans (de rite hanafite), aujourd'hui connus sous le nom de Bachkirs et de Tatars de la Volga et de Sibérie.

Un tel projet s'inscrit donc pleinement dans le renouveau des études historiques sur ces « musulmans oubliés », selon l'expression utilisée par Alexandre Bennigsen comme titre d'un des nombreux ouvrages qu'il leur consacra[8]. Cette histoire de l'islam de Russie se décompose en de multiples histoires, celle des généalogies gengiskhanides, des hauts personnages de l'islam tatar, des autorités de l'islam et de la sainteté, du réformisme musulman, du lien entre religion et nationalisme au début du 20^e siècle, de l'évolution des réseaux de solidarité et des confréries soufies, etc. Sujet d'une histoire commune, la région Volga - Oural se rattache à l'aire géographique de l'Eurasie centrale (qui intègre outre l'Asie centrale et le Caucase, le Xinjiang, le Baloutchistan, l'Afghanistan et le Pakistan) et se trouve confrontée aux mêmes problématiques culturelles. En effet, la catégorie géographique d'Eurasie centrale émergea dans les années 1960 parmi les historiens antiquisants, médiévistes et modernistes de l'école de Bloomington, pour signaler l'appartenance de leurs zones à un espace commun, d'échanges commerciaux et intellectuels, de peuplement altaïque, d'influences culturelles islamiques et de soumission coloniale. Réunis autour de Denis Sinor[9], spécialiste des études ouraliennes et altaïques, ils ont réussi à renouveler le champ des études centrasiatiques en offrant une perspective plus large que celle offerte par les seuls clivages nationaux. Même si le pari semble difficile à tenir pour la région Volga - Oural, où les tensions nationales empoisonnent toujours les échanges scientifiques, cet élargissement permet de relativiser l'idée selon laquelle la communauté des croyants se serait pliée au cours du 20^e siècle à l'affiliation nationale. Le nationalisme est loin d'avoir été le seul processus de construction sociale propre à l'expérience européenne à s'être conjugué avec la réalité de l'islam.

Il va de soi que ces deux aspects de notre projet historique sur la région Volga - Oural au 20^e siècle sont complémentaires. Notre souhait est de mieux comprendre, dans toutes ses dimensions sociales, politiques et culturelles, l'histoire de l'URSS en nous arrêtant sur l'originalité culturelle de l'une de ses composantes régionales. Adopter un point de vue particulariste est d'autant plus pertinent que, dans le cas de l'URSS, les historiens occidentaux ont longtemps privilégié l'étude du fonctionnement du pouvoir d'État au niveau central. En centrant ainsi leur regard, ils ont laissé de côté l'échelle la plus proche de la population, celle du local, et n'ont pas questionné la manière dont la relation au pouvoir pouvait se construire aux échelons territoriaux urbains et ruraux. Jusqu'à la fin des années 1980, l'histoire locale est restée un genre marginalisé. L'ouverture des archives a stimulé de nouvelles perspectives de recherche à l'échelle locale. Nous y souscrivons d'autant plus que nous ne pouvons que constater, avec d'autres, l'apport considérable de l'histoire locale dans la compréhension de la mise en place et du fonctionnement du pouvoir soviétique. L'étude minutieuse des formes prises par les relations entre acteurs locaux et représentants du Centre a souvent contraints les historiens à manier une approche pluridisciplinaire pour mieux appréhender la complexité de la construction des actes et des décisions de responsables ou de citoyens ordinaires. Ce faisant, leurs travaux répondent à l'intérêt grandissant pour l'étude de la vie quotidienne et des comportements des individus face au pouvoir en URSS. Notre projet présente l'originalité de décrire les phénomènes saillants de l'URSS d'un point de vue décentralisé.

Outre son importance géopolitique grandissante, l'intérêt de l'aire géographique choisie réside dans la richesse de sa longue histoire. Zone d'ancienne civilisation scythique, cette région où se sont mélangés des migrants turcs, finno-ougriens et slaves, symbolise au plus haut point le passé impérial de l'actuelle Fédération de Russie. Au moment de l'éclatement de la Russie kiévienne, la région était dominée par le puissant État musulman des Bulgars de la Volga. Le voyageur arabe Ibn Battûta décrit Bolghar comme « l'une des plus belles villes du monde ». La cité fut détruite en 1236 lors de la conquête mongole. La conquête de la Moyenne - Volga par les Russes au milieu du 16^e siècle conféra un caractère multiethnique à la Moscovie, avant que Pierre le Grand ne fasse officiellement de son État l'empire de Russie. Colonisée par les populations slaves et servant de zone frontalière avec la steppe kazakhe, la région Volga - Oural s'est retrouvée au cœur de l'Empire : contestant pour certains le régime aux côtés de Pougatchev, les musulmans furent parfois considérés comme des citoyens de seconde zone mais fournirent à la fin du 19^e siècle une bourgeoisie marchande plus concurrentielle que les Russes. Un aspect au moins aussi intéressant de l'histoire de ces populations, dans leur relation à l'État russe, est leur tradition de quiétisme ou de loyalisme actif, assorti de formes diverses de traditionalisme confessionnel. Au 19^e siècle, pendant que l'islam s'imposait comme vecteur d'affirmation communautaire, le retard accumulé face à l'Europe obligea les élites tatars à interroger leurs traditions religieuses. L'idéologie nationale profita de ces réformes religieuses pour exacerber les revendications d'autonomie politique qui contribueront à mettre fin au régime tsariste en 1917. La région se trouva divisée selon un principe national en républiques autonomes après la conquête du pouvoir par les Bolcheviks. Entourées d'oblasts russes mais majoritairement peuplées de Slaves, les républiques nationales du Bachkortostan, de Maris-el, de Mordovie, d'Oudmourtie, de Tchouvachie et du Tatarstan sont entrées dans l'âge de la globalisation en obtenant de Moscou plus d'avantages économiques que les oblasts voisins après leur transfert en 1991, d'une URSS moribonde à une Fédération de Russie « démocratique ». Cette histoire tout à fait exceptionnelle rend cette région passionnante à tout point de vue : carrefour de cultures et d'histoires, encore à cheval entre les mondes russe et centrasiatique, la région Volga - Oural répond parfaitement à ce que l'on entend sous le terme quelque peu galvaudé de diversité.

Il s'agit de bâtir un questionnaire d'ordre social et culturel sur l'un des espaces les plus marqués par l'imbrication des langues, des peuples et des confessions : la région Volga - Oural. Quant aux limites chronologiques de notre projet, elles s'étendent de la fin du 19^e siècle, avec la politisation du mouvement réformiste musulman (djadidisme puis turquisme), au début du 21^e siècle, moment de remise en cause de l'autonomie acquise dans les années 1990.

Méthodologie

- Nos axes de recherche portent sur des objets différents, mais ils partagent une approche commune : ils réfutent la distinction classique entre savoirs et pratiques. C'est par la saisie des dimensions matérielles et non matérielles des objets d'enquête que notre démarche cherche à s'affranchir de distinctions académiques souvent stériles entre histoire sociale et histoire intellectuelle. Nous devons être pleinement dans une histoire des pratiques en travaillant de façon serrée sur les significations que les acteurs eux-mêmes attribuent à leurs actes, cette attribution de sens étant une composante essentielle des actions. Après plus de quinze ans d'exploration des archives, le temps semble venu de se consacrer davantage, pour mieux orienter les recherches à venir, à l'interprétation des données déjà recueillies. Une **histoire sociale des représentations** cherche à remettre en cause les catégories d'analyse fournies par les sources traditionnelles de l'histoire sociale. Il s'agit d'appréhender les dynamiques sociales en se focalisant sur des groupes particuliers (les historiens, les savants musulmans, etc.) que l'on peut atteindre par des sources orales ou archivistiques (administratives, démographiques, privées, etc.) et de privilégier une investigation qui intègre à la fois les volontés politiques (déclarations, mesures juridiques ou administratives, etc.) et la réponse sociale qui peut être observée.

- Nous sommes d'autant plus enclins à dépasser cet ancien clivage méthodologique que la région sur laquelle nous travaillons se trouve justement au **point de contact de ces deux traditions**. Sa position géographique au cœur de l'ex-URSS et au nord de l'Eurasie centrale en fait l'endroit rêvé pour constater le simplisme de la vision dichotomique entre l'histoire prétendument sociale des historiens de l'URSS et l'histoire prétendument culturelle des « orientalistes » des études turques ou iraniennes. D'une part, parce que l'histoire de la Russie a longtemps épousé le point de vue (parfois marxiste) de l'État, l'histoire sociale de la Russie reste encore à écrire. D'autre part, on doit à des « orientalistes » (notamment Allen Frank et Stéphane A. Dudoignon) d'avoir orienté les recherches sur le réformisme islamique vers les questions économiques et de société, notamment le problème de la fiscalité. Prenant acte des apports considérables de ces manières diverses et variées de pratiquer une même discipline, notre projet tentera par exemple de retracer à la fois le face-à-face qui opposa un État autoritaire et des univers sociaux toujours plus autonomes que ne le souhaitait le pouvoir, et le positionnement intellectuel des mondes russe et musulman face aux défis de la modernité occidentale.

- Nous nous intéressons à l'histoire de la région Volga - Oural au 20^e siècle à travers le prisme du social, du religieux et du politique, chacun de ces termes étant entendus dans un sens très large : la religion renvoie à un modèle traditionnel d'organisation sociale, le politique est la modalité séculière du vivre ensemble, quant au social il est la scène sur laquelle se combinent ces deux dimensions. L'hypothèse structurante de notre travail est qu'il existerait une évolution commune et synchronique des sociétés contemporaines dans l'accomplissement d'un même processus d'autonomisation. Nous inscrivons ainsi notre **démarche comparative** dans la lignée des auteurs qui ont travaillé sur cette perspective historique, notamment Louis Dumont, Cornélius Castoriadis et Marcel Gauchet, pour lesquels l'autonomie est opposée à

l'hétéronomie et correspond à l'affirmation du règne du sujet (collectif de l'État-nation ou individuel avec ses droits subjectifs) dans l'histoire contre l'imposition extérieure et transcendante d'un sens collectif. Les sociétés traditionnelles sont « hétéronomes » au sens où le système de légitimation du social est un ordre hétéronome : tenues par l'invisible religieux et la tradition, elles reposent sur l'idée que leur ordre leur est donné du dehors d'elles-mêmes. Elles rejettent dans le sacré ou le passé la source ultime de toutes normes. Cette double légitimité selon l'extériorité et selon l'antériorité les distingue des sociétés modernes de l'histoire qui se font elles-mêmes dans le temps. La religion constituant une dimension majeure de ces attachements primordiaux par lesquels se définissaient les communautés traditionnelles, l'histoire de l'islam représentera une part importante de notre travail. Histoire qu'il conviendra de prolonger par une analyse des modalités et des conséquences du vaste processus de sécularisation. Cela débouchera sur une problématique comparative avec les espaces occidentaux marqués eux aussi, et c'est probablement la portée de la mondialisation en cours, par le même type de phénomènes.

- La méthode **compréhensive** déjà mise en œuvre dans la thèse, s'est révélée très fructueuse. Il importait de prendre en compte la parole des acteurs locaux. L'exigence de compréhension implique de saisir l'histoire se faisant telle qu'elle se comprend, de prendre en compte ce que pensent les acteurs, de remonter jusqu'aux raisons qu'ils ont de croire ce qu'ils croient. Dans le cadre de notre travail de thèse, plutôt que de plonger au cœur des systèmes autochtones de représentations, il eut été plus simple d'adopter les préjugés les plus courants sur la difficile transition démocratique et le caractère « ethnocratique » de ce régime politique lointain. L'enquête menée, nourrie d'entretiens et de lectures des auteurs locaux, nous a amené à voir les choses autrement. La démocratie n'est pas apparue comme la priorité de la population étudiée. Quant à l'ethno-nationalisme bachkir, il constitue un produit du régime soviétique et non pas une des causes de son effondrement. Au final, rien de ce à quoi nous nous attendions en arrivant sur place ne s'est vérifié et c'est justement ce qui rend notre démarche compréhensive précieuse pour aborder l'histoire récente de sociétés lointaines.

- Notre approche historiographique permet enfin de faire le pont entre les périodes tsariste, soviétique et post-soviétique. Nos travaux s'intéressent en effet tout autant à ces trois périodes, trop souvent traitées par des historiographies différentes et excessivement cloisonnées. Notre travail tente de resituer l'histoire russe dans un continuum permettant de multiplier dans **le temps long** des références comparatives aux évolutions générales de la fin du 19^e siècle à la fin du 20^e siècle. Notre projet revient par exemple sur le processus d'effondrement de l'URSS, mais sans imposer de rupture chronologique artificielle entre un avant et un après 1991. Nous tenterons de réfléchir sur les formes de continuité entre histoire impériale, soviétique et post-soviétique sans pour autant refuser de nouveaux partages chronologiques comme celui qui insiste sur la « rupture » des années 1960-70.

Atouts

- Nos recherches se sont déjà inscrites dans divers cadres internationaux, sous la forme de participation à divers projets aujourd'hui réalisés : administration du colloque international *La transmission du savoir et de l'autorité en Eurasie du Nord musulmane à travers le 20^e siècle (Europe de l'Est, Russie, Caucase, Asie centrale, Chine)*, ESA 7043 du CNRS « Sociétés et Cultures en Europe » (Strasbourg), avec le support de la Fondation européenne pour la science, de l'Islamic Area Studies Project (Tokyo), de la Maison des sciences de l'homme (Paris), Paris, Carré des Sciences, (12-13 nov. 2001). Cette inscription dans une recherche de haut niveau international s'est aussi manifestée par la participation en octobre 2002, à une mission d'observation du recensement russe en République du Bachkortostan, (ACI/Ministère de la recherche *Identités multiples, ethnicité et recensement en Russie*) en collaboration avec l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des sciences de Russie (Moscou), la Maison des sciences de l'homme et l'Institut Watson (Université Brown, Providence). Nous avons également pris part à des projets rédactionnels de qualité, notamment la traduction d'articles russes en français pour des revues scientifiques et la rédaction de nombreuses recensions pour le volume *Research Trends in Modern Central Eurasian Studies (18th-20th Centuries)*, éd. Stéphane A. Dudoignon & Hisao Komatsu volume 2, Tokyo : The Toyo Bunko, 2006.

- Outre notre connaissance du terrain russe et de la langue russe, notre formation en sciences politiques (à l'IEP de Bordeaux) nous permet de nous appuyer sur une solide base théorique complétée par un DEA de philosophie politique. Après avoir enseigné les sciences politiques à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), nous enseignons actuellement l'histoire de la Russie à l'INALCO. Les cours (de première année, « Des origines à Pierre le Grand », et de deuxième année « De Pierre le Grand à 1917 ») analysent les grandes étapes de l'acculturation russe à la modernité occidentale. Ce point de vue comparatif est précieux pour resituer dans leur contexte des problématiques touchant aussi bien à la nature impériale de l'État russe, qu'au développement singulier de l'idée russe du politique. D'autre part, l'intérêt particulier porté à l'histoire et à la situation politique en région Volga - Oural nous permet de relativiser le point de vue russocentré en prenant en compte la diversité nationale de la Fédération de Russie.

- L'un des points forts de notre projet est la familiarité avec la région concernée. Du fait d'une longue fréquentation de la région (séjour continu de quatre ans), nous disposons de contacts importants sur place notamment dans les milieux académiques des Républiques du Tatarstan et du Bachkortostan (notamment le Centre d'études ethnologiques de la filiale d'Oufa de l'Académie des sciences de Russie, et l'Institut d'histoire, des langues et de la littérature, filiale de Kazan de l'Académie des sciences de Russie) des oblasts d'Orenbourg et de Tcheliabinsk. A Moscou, outre nos contacts avec des chercheurs de la Haute école d'études économiques, nous participons depuis plusieurs années aux travaux des réseaux de l'Institut d'ethnologie et

d'anthropologie et notamment à ceux du précieux réseau EAWARN dirigé par Alexandre Tichkov et qui dispose de précieux correspondants sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie.

- Enfin, notre travail comme secrétaire de rédaction de la nouvelle revue de bibliographie critique *Central Eurasian Reader* (Paris, à paraître à partir de la fin 2007) exigera de notre part d'actualiser en permanence nos connaissances sur la région et d'enrichir nos contacts à l'international.

Les problématiques d'un projet personnel : l'histoire de la région Volga - Oural au 20^e siècle

Axe 1 : Empire, colonialisme et nationalisme, la constitution des identités

Notre projet de recherche participe, nous l'avons vu, d'un nouveau courant historiographique intéressé, depuis la fin de l'URSS, par la question des nationalités et de l'Empire aux époques tsariste, soviétique et post-soviétique. Pour ce qui concerne la région Volga - Oural, ce regain d'intérêt s'est manifesté par une série de travaux importants sur la politique menée par les derniers gouvernements tsaristes. Citons notamment ceux de Paul Werth consacrés aux missionnaires orthodoxes[\[10\]](#), de Robert Geraci sur la discrimination des minorités finno-ougriennes[\[11\]](#), de Wayne Dowler sur la création des écoles nationales[\[12\]](#), et de Charles Steinwedel sur le nationalisme tatar et l'imposition de catégories nationales[\[13\]](#). Notre perspective va dans le même sens d'une analyse des formes d'administration mises en pratique dans une région à majorité non russophone. Nous souhaiterions simplement élargir quelque peu ce point de vue en analysant, outre les procédés employés par l'administration tsariste pour qualifier et contrôler les peuples allogènes de la Volga, l'évolution interne de ces communautés ethniques dont l'éclatement à la fin du 19^e siècle a seule rendu pensable la mise en œuvre de telles ambitions politiques.

Ce programme renvoie clairement à l'histoire des identités que nous avons déjà écrite

pour les Bachkirs. Dans le cadre de notre thèse[14] et de plusieurs articles[15], nos précédents travaux ont en effet porté sur les processus de formation des identités collectives dans le contexte particulier de la région ouralienne de Bachkirie. S'inscrivant dans un questionnement sur les formes de construction du monde social, ces travaux sur l'histoire des identités en Bachkirie proposaient à partir d'un faisceau de sources locales, une réflexion circonstanciée et compréhensive sur les modalités historiques de construction de l'identité bachkire et de formation de l'ethno-nationalisme bachkir. Il est apparu que la société bachkire n'est ni incomparable, ni en retard par rapport aux sociétés européennes. Elle a été confrontée aux mêmes processus d'acculturation à la modernité et au passage d'une société holiste à une société individualiste. Les différences ethniques n'ont par exemple plus aucun sens pour les jeunes citadins russophones qui répondent avec les moyens du bord (néo-religions, identités recombinaées ou sous-idéologies) aux questions existentielles qui étaient auparavant résolues par la collectivité. En cela, la crise identitaire traversée par la Russie depuis une décennie n'est guère étrangère à celle qu'ont à affronter nos pays occidentaux. L'intérêt de notre étude de cas a été de montrer clairement qu'à l'heure de la mondialisation, le phénomène des identités est avant tout le fait d'individus opérant des choix identitaires. Il s'agissait dans ce travail (qui doit être prochainement publié) de proposer une trame interprétative sur l'histoire des identités en région Volga - Oural. Il s'agissait d'établir un premier modèle que des études ultérieures sur un certain nombre de points stratégiques conduiront certainement à enrichir, complexifier et rectifier.

A ce titre, il serait important de disposer d'une telle histoire des identités pour, par exemple, les Tchouvaches, ce peuple d'origine finno-ougrienne voisin des Bachkirs. Sans vouloir céder à un quelconque esprit d'exhaustivité, il serait intéressant de reprendre dans cet axe de recherche notre problématique générale sur le passage d'un régime d'appartenances à un régime d'identités en traitant des différents peuples qui composent aujourd'hui (ou auraient pu composer, comme les Michars ou les Tiptars non reconnus par les Bolcheviks) la région Volga - Oural. Il peut paraître ambitieux de vouloir écrire l'histoire de la formation des peuples oudmourte, tchouvache ou tatar. Remarquons seulement que nous avons déjà procédé, pour écrire notre « histoire des Bachkirs », à l'étude de la longue durée des migrations et de la territorialisation des tribus nomades à l'intérieur de la région Volga - Oural. Le cas des Tatars a déjà été abordé puisque avant le milieu du 19^e siècle ceux-ci ne se différenciaient guère qu'administrativement de leurs coreligionnaires « bachkirs » de l'Oural.

Après une histoire générale de la région Volga - Oural, suivrait à partir du 19^e siècle l'histoire de chacun des peuples de la région. Pour la période soviétique, il faudrait insister sur la phase initiale de mise en forme nationale. Les archives des Républiques tchouvache et oudmourte attendent toujours le chercheur qui s'intéressera par exemple aux modalités locales de la politique d'indigénisation menée dans les années 1920. Les travaux des Commissions mises en place lors des changements d'alphabets (de l'arabe au latin puis au cyrillique) seraient passionnants à étudier. Certes, certains historiens russes commencent à s'intéresser à ces questions, mais leurs publications restent encore peu accessibles. Ensuite, parce que la période stalinienne est au cœur des travaux sur la question nationale en URSS, il serait important de compléter cette historiographie en fournissant plusieurs études de cas régionaux. Cela permettrait d'ailleurs de tirer des analogies avec les ouvrages récents sur la période stalinienne dans d'autres républiques à population musulmane majoritaire (Jörg Baberowski, Shosana Keller[16], Douglas Northrop[17]). La persécution de l'Islam, la collectivisation brutale qui a conduit à une vraie anarchie parmi les populations musulmanes de l'URSS, la terreur et les purges qui ont décimé les élites nationales, comme la mobilisation de nouvelles élites nationales étaient des éléments cruciaux dans l'histoire des républiques soviétiques. Or, à la différence

d'autres régions de l'ex-URSS, la région ouralienne est largement négligée par l'historiographie occidentale.

Une autre lacune historiographique serait à traiter. Aucun des travaux consacrés à la politique nationale en URSS ne s'est aventuré au-delà de la période stalinienne. Si les années d'immédiat après guerre et les années 1950 sont parfois évoquées, la période de la « stagnation » brejnévienne est complètement délaissée. Cette lacune est d'autant plus dommageable qu'elle renforce les lectures simplistes de l'histoire de l'URSS : on serait passer subitement de la Terreur à la Perestroïka. Pour remédier à cette situation, nos prochaines recherches porteront essentiellement sur la période charnière des années 1960-70. Cela se fera par le biais d'une exploration systématique des archives régionales et d'interviews avec les acteurs. Sans revenir en détail sur les acquis de notre travail de thèse, il apparaît que ces années sont décisives aussi bien pour l'histoire sociale et intellectuelle de l'URSS que pour l'histoire du regard porté sur ce pays par les analystes occidentaux. Pour saisir l'importance décisive de cette période de transition, nous devons prendre la mesure des transformations profondes de la société soviétique. Qu'il s'agisse des paramètres de l'urbanisation, de la montée en force d'une société civile, des indices de la consommation ou de ceux de l'affirmation de quant-à-soi ethniques, à la fin des années 1960 la société soviétique était bien loin de ce qu'elle avait été au début de la décennie. En Bachkirie, l'urbanisation rapide fournit alors la main d'œuvre nécessaire à l'effort d'industrialisation en doublant part des populations rurales turcophones dans les villes. Or dans l'espace anonyme des villes, le critère national acquit une portée tout à fait concrète et les catégories nationales devinrent enfin opératoires. Finalement, la tension permanente entre la volonté de constituer une nation soviétique et le besoin d'identifier les nations existantes a fini par produire les conditions favorables à une nationalisation généralisée. En termes méthodologiques, plutôt que de se limiter aux formes prises par l'action des systèmes politiques sur le social, il importe d'étudier le social pour lui-même, dans sa capacité de changement. Dans notre cas, les catégories nationales diffusées par l'État soviétique au cours des années 1930 furent réappropriées, durant l'époque brejnévienne, par des populations fraîchement urbanisées et éduquées en russe. En ce sens, les peuples périphériques n'ont pas été de simples objets administratifs, ils furent également des forces de changement historique.

C'est aussi dans le débat très stimulant sur les notions d'Empire et de multiculturalisme que notre projet nous pousse à intervenir. L'intérêt de la région Volga - Oural pour une pareille mise en perspective de l'histoire de l'empire autour des questions importantes du colonialisme et du post-colonialisme, assez négligées jusqu'à présent pour ce qui concerne l'histoire russe et soviétique, réside dans le fait que cette région ne fut jamais périphérique comme le furent au sein de l'Empire de Russie et en URSS, l'Asie centrale, le Caucase ou les Pays baltes.

Certains parlent d'« empirophilie » pour désigner le renouvellement depuis une quinzaine d'années des études sur le concept d'Empire (pensons au succès du livre de Toni Negri aux Etats-Unis) et sur les empires en général. Que la notion de multiculturalisme soit souvent associée à celle d'empire révèle une tendance actuelle à vouloir remettre en cause le récit ordinaire de l'empire comme forme rétrograde. L'empire aurait autorisé certaines formes d'autonomie et n'était pas mu par la volonté d'imposer l'homogénéité de pensée de l'État-nation. Par rapport à la modernité de l'État-nation, l'empire serait une forme plus souple pour les individus où les particularités culturelles sont respectées. Cet intérêt est d'abord apparu dans une série d'ouvrages collectifs qui abordent dans une perspective comparative l'effondrement de ces empires multiethniques que furent les empires des Habsbourg, ottoman, des Romanov et les empires coloniaux de la France ou de l'Angleterre. Dans une revue créée en 2000 à Kazan autour de cette problématique, *Ab Imperio*, des spécialistes de l'histoire russe et soviétique s'interrogent sur ce modèle spécifique d'organisation sociale et politique que fut l'Empire russe

puis soviétique. Ils s'engagent sur la voie qu'Andreas Kappeler avait ouverte il y a près de vingt ans lorsqu'il parla de l'empire multiethnique de Russie[18] comme d'un espace où, dès le 16^e siècle, la mixité de peuplement était une réalité dans la région de la Volga.

Ainsi, pendant que l'historienne de l'Université de Columbus, Alice Conklin, s'interroge sur l'Empire français et sur l'exclusion des musulmans de la citoyenneté[19] (le comparant avec l'URSS des années 1920 qui avait la loi la plus libérale en matière de naturalisation puisque tout ceux qui le souhaitaient pouvaient devenir citoyens soviétiques), son collègue de Washington, Eric Lohr se pose dans un ouvrage récent[20], la question, selon nous pertinente, d'une paradoxale nationalisation de l'Empire russe au début du 20^e siècle. Il faut espérer que ces études comparatives soient prolongées et que la discussion porte notamment, à travers la comparaison avec le colonialisme français ou anglais, sur les spécificités du colonialisme russe. En le comparant avec les empires ottoman et austro-hongrois, il s'agirait de préciser les principales caractéristiques des empires dynastiques multiethniques et d'évaluer en même temps la spécificité de l'empire tsariste. Ces particularités, dans les formes d'administration, dans l'articulation entre administrations centrales et locales, dans l'intégration ou la méfiance vis-à-vis des populations, reposent aussi sur la différence entre un colonialisme d'État-nations qui, comme la France, avaient du mal à renoncer à l'Empire, et celui d'un Empire russe qui ne parvenait pas à entrer dans le cadre de l'État-nation. La préservation des langues et des cultures des populations qui le composaient était une caractéristique essentielle de cet empire traditionnel et non assimilationniste que fut l'Empire tsariste. L'expérience soviétique n'a fait qu'exacerber ce caractère multiethnique en accordant un territoire à chaque groupe ethnique. Aujourd'hui, la Fédération de Russie, mosaïque de nations, n'est toujours pas un État-nation. Une question cruciale se pose quant à l'avenir de ce pays : est-ce un Empire que cherche à reconstituer le pouvoir russe actuel, ou n'est-ce pas plutôt l'État-nation de tous les citoyens russes (*rossijskij*, russe au sens politique et non pas *russekij*, russe au sens ethnique) qu'il tente d'inventer par ses propres moyens ?

Finalement ce projet d'histoire locale prouve combien le fait de placer la dimension multiethnique de l'URSS au centre de l'attention des historiens est fructueuse et permet d'en renouveler non seulement l'histoire politique, mais aussi l'histoire sociale et culturelle. Il y a certainement là matière à colloques, publications et constitution de réseaux internationaux.

Axe 2 : Histoire culturelle et sociale de l'Islam en région Volga - Oural

Le mouvement national des musulmans de Russie fut l'un des objets privilégiés d'un courant de l'historiographie française, dont Alexandre Bennigsen assurait une incontestable visibilité[21]. Néanmoins, le traitement du sujet ne prenait pas en compte les archives inaccessibles à l'époque, et certains travaux récents vont par exemple à l'encontre de la thèse de « l'école de Bennigsen » sur la force du mouvement panturquiste et la volonté des Bolcheviks de l'affaiblir en créant des républiques nationales. Nous inscrivons néanmoins notre recherche dans la continuité de ces travaux pionniers sur les musulmans de Russie en privilégiant une démarche qui fasse la part de l'histoire proprement culturelle de l'islam en région Volga - Oural et d'une sociologie historique des populations turcophones et musulmanes de cette zone.

Sur le terrain de l'histoire culturelle, la région Volga - Oural est évidemment une région tout à fait exceptionnelle par la richesse de son histoire et le prestige de ses penseurs musulmans. Malgré l'absence en Russie d'institutions de recherche en études islamiques, un certain nombre d'historiens locaux se sont penchés sur l'histoire religieuse de leur nation. C'est notamment le cas de Rafik Muhametshin[22] pour le Tatarstan et de Larisa Jamaeva[23] pour le Bachkortostan. Rappelons en effet que c'est par le biais religieux que s'est faite l'affirmation nationale des peuples turcs de la région Volga - Oural. De temps en temps d'ailleurs les préjugés nationaux ressortent qui sont préjudiciables à la qualité des travaux proposés à Oufa comme à Kazan. Un autre problème se pose, à savoir que les académiciens sont souvent encore dépendants des vieux schémas antireligieux datant de l'époque soviétique. Néanmoins l'actuel intérêt populaire pour l'histoire locale nous fournit des travaux de qualité souvent exceptionnelle, notamment sur les « lieux de mémoire » célébrés dans les grandes villes. A côté des biographies de Rudolf Noureev, notons les travaux de Danil Azamatov sur l'Assemblée spirituelle des musulmans de Russie basée à Oufa[24].

Quant à l'historiographie occidentale sur l'islam de la Volga, elle s'est considérablement étoffée au cours des quinze dernières années. L'histoire du peuplement turc et de l'islamisation de la région a été magistralement écrite par Devin DeWeese[25]. L'évolution des relations entre l'administration tsariste et les populations musulmanes depuis le 18^e siècle fut l'objet d'un colloque organisé à Kazan par Stéphane A. Dudoignon et Rafik Muhametshin, dont les actes furent publiés en russe et en français[26]. La mise en évidence par Allen Frank de la prégnance au 19^e siècle d'une identité communautaire bulghare parmi les musulmans de la région a renouvelé les études historiques sur la question des identités[27]. Mais le thème sur lequel le nouveau historiographique a eu l'impact le plus bénéfique est sans conteste l'histoire du réformisme musulman (ou djadidisme). Condamné par les historiens soviétiques, ce courant intellectuel moderniste est devenu un sujet privilégié d'études à Kazan. Les académiciens sont souvent impliqués dans les débats actuels sur l'avenir de l'islam tatar et sur son éventuelle renaissance dans un néo-djadidisme. Ailleurs, le djadidisme est encore parfois abordé sous l'angle de l'histoire des idées. Tel est le cas notamment des travaux que Michael Kemper mène sur l'histoire intellectuelle des Tatars à l'époque moderne[28]. Mais de plus en plus souvent, ce courant intellectuel est replacé dans le cadre de l'histoire plus sociale des milieux savants et de leur interaction avec le reste de la société tatare. Les travaux portent alors sur le rôle des savants musulmans dans la transmission des savoirs au début du 20^e siècle (François Geogon sur Yusuf Akçura[29]), sur leur destin après l'instauration du régime soviétique, sur le cheminement

précis (au sens matériel, mais aussi intellectuel et culturel) d'une personne, d'un ouvrage, d'une institution (madrassa réformiste) etc. Ce renouveau de l'histoire du réformisme musulman en région Volga - Oural doit beaucoup à Stéphane A. Dudoignon[30] (CHDT) qui a beaucoup travaillé sur les courants de réforme islamique en Eurasie centrale depuis le 18^e siècle, et à l'équipe de Hisao Komatsu, spécialiste de l'histoire coloniale de l'Asie centrale (Université de Tokyo), qui publie régulièrement sur ce thème[31]. La période charnière entre les 19^e et 20^e siècles est extrêmement riche qui a déjà fait l'objet de multiples travaux, aussi bien en Russie qu'en dehors de la Russie. Christian Noack travaille par exemple sur la question centrale de l'émergence du nationalisme parmi les musulmans de la Volga[32]. Et nous avons eu l'occasion de traiter dans notre thèse de l'évolution différentielle des nationalismes tatars et bachkirs après la révolution de 1905. Nos connaissances sur le contexte russe du début du 20^e siècle seraient particulièrement utiles pour prolonger ces recherches en cours sur les nationalismes musulmans. Du fait de notre incapacité (nous l'espérons temporaire) à lire la langue tatare, notre contribution serait dans un premier temps limitée aux sources en russe. Par rapport aux sources vernaculaires en langues turciques ou en arabe (recueils de fatwas, littérature théologique, etc.), les ouvrages et les journaux publiés en russe nous introduisent dans l'univers mental de ces élites qui se considéraient comme dominantes mais menacées. Au début du 20^e siècle, l'essor du capitalisme tatar favorisa par exemple la diffusion dans les journaux russes de la catégorie de « panturquisme », créée par l'Okhrana. La retranscription de ce point de vue, qui s'inscrit dans le contexte d'une crise du nationalisme russe, viendrait utilement compléter l'étude de la presse musulmane après 1905. Quant à la période soviétique, il serait stimulant de s'interroger sur ce qu'a pu localement signifier la progressive russification des sources écrites.

Le second aspect plus sociologique de l'histoire de l'islam régional, se situe au cœur de notre investigation sur le 20^e siècle en région Volga - Oural. Sur ce terrain, tout reste à faire puisque que nous ne disposons pour l'instant d'aucun travail académique sur l'islam dans cette région pour la période de l'après guerre. Nous trouvons quelques indications dans la monumentale monographie que Yaacov Ro'i a consacré à l'islam en Union soviétique[33]. Mais l'usage exclusif que l'auteur fait des sources officielles limite la portée de ce travail qui est pourtant venu combler une grave lacune dans l'historiographie de l'URSS. Comment prétendre comprendre la vie quotidienne des habitants de ce pays si l'on néglige un phénomène social aussi essentiel ? Notre familiarité avec le terrain de recherche serait d'une grande utilité dans ce travail d'histoire orale. Nous avons commencé à recueillir les témoignages des vieux mullahs des villages de la région et ce travail doit être poursuivi. Il y a tout à faire sur l'islam de Russie au 20^e siècle, délaissé par les chercheurs qui travaillent sur le monde soviétique et globalement négligé par les islamologues. Pour la région Volga - Oural, aucun chercheur occidental n'a encore travaillé sur cette période qui intéresse peu les savants académiciens locaux souvent peu enclins à se rendre sur le terrain. Or ce terrain est entièrement à défricher et il doit être exploré de façon méthodique. Il faudrait enquêter sur les pratiques, les lieux de prière et les croyances à travers lesquels l'islam s'est manifesté durant toute la période soviétique. Il serait souhaitable de se concentrer non pas sur les aspects institutionnels, sur les relations entre l'Etat et les institutions religieuses, mais sur les formes de religion au quotidien. Faire l'histoire du soufisme impliquerait de voir ce qu'il est advenu des confréries et de leurs cheikhs après les répressions des années 1930. Un beau sujet transversal concernerait le phénomène, courant dans cette région multiconfessionnelle, des conversions. Le cas du destin des populations Krjasheny (tatares orthodoxes), issues des campagnes de christianisation des 17^e et 18^e siècles, serait en particulier passionnant à étudier. Réaliser une cartographie des mosquées de la région et en écrire l'histoire serait très utile. Les thèmes de recherche ne manquent pas autour du projet d'une histoire locale de l'islam contemporain. Y voir plus clair nous permettrait d'ailleurs de

mieux comprendre le réveil religieux censé balayer la Russie depuis une quinzaine d'années.

Car en Russie aussi, la question se pose de l'adaptation de la religion aux nouvelles conditions d'un monde globalisé. Dans une région Volga - Oural où l'islam est une composante essentielle des identités nationales en usage, les milieux académiques rivalisent d'inventivité pour définir au mieux cette nécessaire évolution de l'islam régional : islam russe, euro-islam, néo-djadidisme, néo-bulgharisme etc., la liste n'est pas close de ces conceptions de l'islam qui surgissent avec le renouvellement du champ intellectuel. Autre signe d'adaptation, la religion tend à devenir une matière première symbolique, éminemment malléable, et susceptible de retraitements politiques. L'accès à la souveraineté des Républiques de Russie en 1990 a provoqué un mouvement désordonné des Directions spirituelles pour acquérir un statut autocéphale. Nous assistons en Russie, comme dans le reste de l'Europe, à une profonde mutation de la croyance religieuse. La foi relevant désormais d'une conviction personnelle et non plus de l'empire de la coutume, l'individualisation de la croyance signifie la privatisation de la religion. En région Volga - Oural, la recomposition du religieux dans des identités purement subjectives marque l'éclatement des encadrements collectifs. Une rivalité oppose ainsi les vieux imams des villages, relais d'un islam traditionnel mais en voie d'extinction, aux jeunes imams formés à l'étranger et promoteurs d'un islam plus intellectuel et plus identitaire. Dans le contexte d'une telle individualisation des croyances, qu'en est-il de l'observation du ramadan et de la fréquentation des nouvelles mosquées ? Qui étudie dans les madrasa et dans quelles conditions les fêtes religieuses sont-elles célébrées ?

Sur cet axe essentiel de notre recherche, plusieurs projets collectifs sont d'ores et déjà engagés, dont un numéro des *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)* élaboré par nos soins sur « L'Islam en région Volga - Oural : regards de l'intérieur sur l'espace des pratiques » (à paraître dans le numéro 43). Pour éviter les « islamalgames » et réduire les interférences dans l'observation d'une réalité complexe, il convient de prêter attention à ce que peuvent nous apprendre les observateurs locaux. L'immense avantage de ces regards de l'intérieur est leur grande familiarité avec les systèmes autochtones de valeurs. S'il est parfois difficile d'obtenir des académiciens russes qu'ils sortent un peu de leurs bureaux, il est possible de faire appel à des chercheurs peut-être moins réputés, mais qui soient également de fins connaisseurs de leur terrain. Tel est le pari que se propose de tenir ce projet de publication collective. Voici la liste des auteurs dont la contribution est prévue sur la région dont ils sont spécialistes : à Kazan, Lilia Sagitova (Institut d'Histoire de l'Académie des sciences du Tatarstan) ; à Oufa, Ildar Gabdrafi'kov (Musée d'ethnographie de l'Académie des sciences) ; à Astrakhan, Ahmet Jarlykapov (Institut d'ethnographie et d'anthropologie) ; à Orenbourg, Venalij Amelin (Académie des sciences de Russie) ; à Oulianovsk, Galina Khizrieva (Université) ; à Samara, Natal'ja Mukhametshina (Faculté de sociologie de l'université) ; et enfin à Nijni-Novgorod, Igor Simonov (Institut d'ethnographie et d'anthropologie).

Axe 3 : Traces d'histoire, mémoires et gestion du passé

Le début des années 1990 a vu les Républiques nationales de Russie déclarer unilatéralement leur souveraineté. Ce moment de prise en main de leur destin historique fut aussi marqué par un nouveau départ dans l'écriture des histoires nationales. Dans le même ordre d'idées, on assista dans les régions de Russie à de multiples phénomènes de retour sur le passé. Comme l'a bien montré l'historien américain d'origine russe Victor Shnirelman[34], depuis plusieurs années, une question « bulghare » divise par exemple les milieux académiques de la région Volga - Oural : ceux d'Oufa et de Tcheboksary - capitale de la Tchouvachie - s'élevant contre certaines prétentions « néo-bulgharistes » des académiciens de Kazan. Or depuis la fin du 19^e siècle, les Tchouvaches se considéraient comme les seuls descendants légitimes de ces Bulghars de la Volga. Le débat qui s'est engagé d'abord à mots couverts puis ouvertement entre les savants des deux Républiques de Tchouvachie et du Tatarstan achoppe toujours sur la question lancinante de l'origine respective de leur nation.

Or l'écriture historique au 20^e siècle présente un intérêt analogue à celui de la période post-soviétique pour examiner l'interaction entre histoire et politique. C'est avec ferveur que, dès le milieu des années 1960, les historiens bachkirs défendirent la version officielle de l'histoire bachkire, contre une nouvelle offensive de leurs collègues de Budapest en faveur d'une thèse « magyare » de l'origine des Bachkirs. Les positions se radicalisèrent, en particulier à l'encontre des Tatars, qui eux aussi s'engageaient à cette époque dans une réévaluation de leur propre histoire « nationale ». Le développement de l'enseignement supérieur et le renouveau générationnel favorisa en effet à Kazan le développement d'un courant « tatariste », c'est-à-dire revenant sur l'interdiction stalinienne de toute référence à la Horde d'or - ennemi historique des Russes - dans l'historiographie tatar. Les découvertes archéologiques, nombreuses à partir des années 1960, exacerbèrent, dans un contexte d'apparente rigidité idéologique, les rivalités académiques entre Kazan et Oufa. L'étude des acteurs de ces débats, de leurs positions institutionnelles et de leur marge d'autonomie serait utile pour mieux comprendre la relation entre scientifiques, intellectuels et pouvoir. Or cette relation est une composante importante de l'histoire soviétique, qui nous renseigne sur les modes de légitimation du pouvoir et les formes d'autorité en jeu.

Notre projet s'inscrit donc dans la perspective de recherches déjà menées sur l'histoire longue de la région Volga - Oural et dans la continuité de coopérations engagées dans les années 1997-2004 avec des sociologues et des historiens bachkirs et tatars de l'Académie des sciences de Russie. Il porte sur les historiographies nationales (au sens de production des connaissances et apprentissages collectifs) et devrait permettre de poser de façon originale, la question des continuités et discontinuités de l'écriture historique, en relation avec les interruptions et bouleversements politiques. Les sources, très riches ont rarement été exploitées. Il s'agit de comprendre comment, après l'effondrement du régime communiste, les nouveaux pouvoirs politiques, les acteurs du monde universitaire et académique, les médias et l'appareil scolaire ont élaboré de nouvelles visions de l'histoire. Plusieurs études ont été consacrées, notamment par les historiens Wladimir Berelowitch et Jutta Scherrer (CERCEC), aux nouvelles historiographies (liées notamment à la *culturologie*, cette nouvelle discipline universitaire en quête d'une nouvelle identité russe), aux manuels d'histoire russes publiés depuis le changement de régime et enfin à l'utilisation de l'histoire et de ses représentations

dans les discours des élites politiques. Il s'agirait d'inscrire ces études dans une histoire plus large, qui s'intéresse aux milieux porteurs (académie des sciences, universités, mondes savants de l'islam etc.), aux enjeux politiques ainsi qu'aux discours qui accompagnent les savoirs. Ces études porteront essentiellement sur le monde des historiens et des milieux académiques, notamment dans les principales villes de la région. On privilégiera d'une part des analyses de contenu, et d'autre part une étude des institutions et des mécanismes de décision qui sous-tendaient l'interaction entre le monde académique et les milieux décisionnels. En suivant sur le long terme la formation des historiens, les différentes formes de leur action, cet ensemble de recherches permettrait d'approfondir la connaissance de certaines périodes cruciales de l'histoire de URSS, notamment les années brejnéviennes relativement négligées jusqu'à nos jours.

Notre participation au programme de recherche *Dealing with the Past, representations, ideologies and social sciences*, soutenu par la Maison des Sciences de l'Homme et le Columbia University Institute for Scholars, codirigé par Jutta Scherrer, Irina Saveleva (Haute école d'études économiques, Moscou) et Klaus von Beyme (Institut für Politische Wissenschaft, Université de Heidelberg) nous a permis de déblayer quelque peu le terrain. Plusieurs articles ont déjà été publiés par les membres de l'équipe à partir de ce projet, qui devrait prochainement aboutir à la publication d'un ouvrage synthétique. Partant de l'idée que les représentations du passé occupent une place centrale dans le champ du pensable qu'une société génère à un moment donné de son histoire, nous interrogeons les attendus et les significations de la souveraineté politique, proclamée unilatéralement par les républiques fédérées d'URSS et qui précipita l'effondrement de la structure fédérale soviétique. Le point de départ de notre analyse est la déclaration de souveraineté adoptée par la République du Bachkortostan en octobre 1990. Marqué par la « parade des souverainetés » et par le conflit qui se développait entre le pouvoir soviétique d'URSS et les nouvelles autorités « démocratiques » de Russie, ce moment est hautement révélateur du rapport au temps qu'entretenaient les membres d'une société en plein bouleversement. Initiée par la perestroïka, la libéralisation des formes de représentations du passé autorisa de nombreux usages politiques de l'histoire et notamment sa réécriture et son instrumentalisation dans le cadre des rivalités ethno-politiques locales. Le passé national devint un objet symbolique surinvesti par les acteurs politiques. Les partisans de la souveraineté politique concevaient le retour au passé comme la prise de possession de leur propre histoire. En ce sens, la déclaration de souveraineté de 1990 révèle une dimension collective du rapport au temps. Loin d'être simplement l'expression d'une liberté reconquise, il s'agissait en même temps d'un moment fort d'affirmation d'une continuité avec le passé soviétique. Créée de toutes pièces par les Bolcheviks, la république de Bachkirie se dota en 1990 d'un État qui reprenant à son compte le projet de modernisation autoritaire, se trouva légitimé par une société qui accordait toujours du sens à l'histoire. Le non renouvellement des élites régionales et le poids de la Seconde Guerre mondiale dans les mémoires individuelles ne sont que les signes les plus visibles de cette permanence d'un rapport collectif au temps historique.

Ce projet pourrait d'ailleurs se prolonger par un travail sur la façon dont les représentations de la Russie se sont construites au 20^e siècle dans une interface entre les observateurs occidentaux et les élites intellectuelles russes. L'histoire des historiens occidentaux de l'URSS reste à écrire. L'analyse n'a pas été faite de la nature et des implications du débat entre les historiens de l'école dite « totalitarienne » (parmi lesquels R. Conquest, L. Schapiro, M. Fainsod ou Z. Brzezinski), lesquels fondèrent les études « soviétologiques » sur les postulats du concept de « totalitarisme », et ceux de l'école « révisionniste » (M. Lewin, L. Haimson, S. Cohen, J. Hough, S. Fitzpatrick) qui considéraient que c'était plutôt « par le bas » qu'il fallait considérer l'histoire soviétique. Or introduit plus tardivement en France (Raymond Aron,

Démocratie et totalitarisme, 1965, et traduction de Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, 1972), le concept de totalitarisme s'est imposé au moment précis où l'histoire soviétique commençait à être étudiée du point de vue de la société. Cette coïncidence explique, selon nous, beaucoup de choses sur l'intensité des débats ayant entouré, en France notamment, l'application du terme de totalitarisme à l'URSS. Or la construction des savoirs, l'évolution des sciences humaines n'a donné lieu qu'à des recherches partielles et annexes[35], sans déboucher sur aucun colloque ou publication plus ample. Un séminaire commun avec Jutta Scherrer est envisagé sur ce thème de l'histoire des historiens de l'URSS qui devrait à terme déboucher sur l'organisation d'un colloque.

Axe 4 : Territoires, pouvoirs et médiations

Cet axe thématique s'inscrit dans la dynamique de l'effondrement de l'URSS, qui autant qu'un processus historique, désigne un état présent du continent et du rapport entre ses parties occidentale et orientale. Cet événement fait fonction à la fois de mythe fondateur pour les régimes post-communistes et de matrice du temps présent de la globalisation pour les pays occidentaux. L'absence de l'URSS plombe encore nos mémoires : « 1991 » aurait clos le vingtième siècle et posé les jalons du nouveau millénaire.

Comme la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, la Russie a procédé au réaménagement de son système politique et administratif en recherchant une légitimation démocratique des différents échelons décisionnels. Le développement de la démocratie politique, la décentralisation et la régionalisation sont les principales dimensions du processus de réforme de la Russie post-soviétique. L'évolution du fédéralisme, la place et le rôle du facteur ethno-politique, la nature des discours et des pratiques de légitimation ; autant de questions qui relèvent de l'histoire politique de la Fédération de Russie et auxquelles nous tenterons de répondre à partir du cas particulier de la région Volga - Oural. Du fait de la pluralité des expériences locales (autoritarisme présidentiel dans les républiques, plus grande ouverture démocratique dans les oblasts) et des possibilités de comparaison ainsi offertes, le cadre régional se révèle, comme le notait le politologue russe Vladimir Gelman^[36], tout à fait pertinent pour se faire une idée de la validité ou non de l'hypothèse de transition démocratique.

Une autre dimension importante de l'histoire politique de la région Volga - Oural est géopolitique. En effet, dans la division socialiste territoriale du travail, cette région eût le « privilège » d'être planifié pour devenir dans les années 1960, un important pôle de développement industriel. En plus de ressources en hydrocarbures, cette région dispose d'industries de transformation de toute première importance (notamment en Bachkirie). Les jeux d'intérêts autour de ce potentiel économique expliquent en particulier la forte pénétration des grands groupes moscovites dans les économies régionales au cours des cinq dernières années. Les conséquences politiques de cette perte d'autonomie économique des pouvoirs locaux sont encore à venir. Cela accentue la tendance générale depuis l'arrivée de Vladimir Poutine à la présidence de la Fédération de Russie, d'une reprise en main généralisée des instruments du pouvoir réel par le pouvoir fédéral. Dans ce contexte, l'analyse des changements politiques et la présentation des rivalités qui ont animé et continuent d'animer la scène politique régionale au cours de la période récente est indispensable pour saisir, avec la nature de ces conflits, les points de convergence qui ont orienté les discours et les logiques d'action des différents groupes sociaux, parmi lesquels les groupes ethniques.

Pour aborder ces questions, notre base documentaire sera surtout composée des travaux des chercheurs locaux, des enquêtes sociologiques, des journaux d'époque, des rapports scientifiques (notamment ceux du *Russian Regional Report* du EastWest Institute de New York et ceux du *Slavic Research Center* de l'université d'Hokkaido) et de matériaux de première main (récits autobiographiques, recueils de documents et témoignages). Si les sources locales sont très riches, la région Volga - Oural est relativement délaissée par les observateurs étrangers. Les travaux des chercheurs occidentaux se limitent pour l'essentiel à ceux de politologues américains intéressés par la seule question de la transition démocratique post-soviétique. Durant toute la durée de notre séjour à Oufa, le seul chercheur occidental que nous ayons eu l'occasion

de croiser fut Kate Graney[37], restée deux mois en 1998, dans le cadre de son travail de thèse. C'est d'ailleurs une des limites de notre recherche que cette quasi-absence de travaux qui auraient pu lui servir de contrepoint, sur l'histoire post-soviétique de la région. Parmi les rares chercheurs intéressés par cette période, citons Dawn Elaine Nowacki[38], Jörn Gravingholt[39], Dmitry Gorenbourg[40] et Tomohiko Uyama[41]. Compte tenu de leur voisinage géographique et d'une analogie de destin historique, les deux Républiques du Tatarstan et du Bachkortostan sont souvent comparées par les analystes occidentaux. Si ces travaux sont soucieux de conserver une certaine neutralité, d'autres, loin d'apaiser, renforcent parfois les tensions qui divisent les milieux intellectuels des républiques de la région, notamment lorsque le « modèle » tatar est mis en exergue dans les études sur le fédéralisme russe. Les académiciens d'Oufa sont particulièrement irrités par l'idée souvent exprimée que l'existence nationale bachkire ne serait qu'un « effet de réalité » de la politique soviétique des nationalités, alors que les Tatars se seraient vus attribués un « territoire trop petit ». Finalement, la sensibilité des historiens tatars, oudmourtes, tchouvaches et bachkirs à tout ce qui touche à la question de l'existence nationale et étatique de leur peuple respectif impose de procéder avec rigueur sur ce terrain hautement politisé. L'histoire contemporaine des peuples de cette région sera abordée par un politologue de formation, tout à fait conscient des enjeux académiques et politiques qui entourent aujourd'hui toute entreprise historiographique.

Première concrétisation du projet : tribus, langues et modernité soviétique

Portant sur l'opposition toute théorique entre « archaïsmes » et modernité, cet axe de recherche se décline pour l'instant en deux orientations majeures, qui renvoient à notre participation à deux programmes collectifs, coordonnés respectivement par deux chercheurs du CERCEC,

- Juliette Cadiot - *Comment parler en public ? Les politiques des langues dans l'Empire de Russie, en URSS et en ex-URSS (1860-aujourd'hui)*, ANR.

- Isabelle Ohayon - *Investir le « clan » : des loyautés traditionnelles au clientélisme moderne dans l'histoire des pratiques de pouvoir en Asie centrale soviétique et post-soviétique*, ATIP jeunes chercheurs.

- Notre premier projet, intitulé « Langues, éducation et politique : la Bachkirie dans les années 1960-70 », porte sur la question des langues et des enjeux politiques qui entourent leurs usages sociaux dans le contexte des années brejnéviennes et d'une forte progression du bilinguisme (langue nationale/langue russe) parmi les populations turcophones de la région Volga - Oural. Partie intégrante d'un programme collectif ambitieux qui « cherche à prendre la mesure de ce que signifie l'administration d'un pays multilingue », notre projet porte moins sur les formes de régulation par l'État soviétique des identités culturelles que sur la langue comme espace culturel d'intercommunication et d'indépendance par rapport aux incursions du pouvoir. Si l'on se rapporte à la situation d'après guerre et aux langues en usage sur le territoire bachkir, il faut établir une distinction entre les langues turciques, parlées dans les zones rurales, où se trouvaient la majorité de la population, et le russe, langue technique et urbaine. Jusqu'au milieu des années 1960, l'objectif principal du Ministère de l'éducation était la construction d'écoles dans les zones reculées et la mise en application du principe léniniste (fréquemment cité dans les documents d'archives) d'égalité des peuples de l'Union, chaque citoyen étant censé pouvoir étudier dans sa langue maternelle. Les responsables locaux du Parti constatent régulièrement l'échec des mesures prises pour améliorer, suite à la décision du Comité central de 1938, l'enseignement du russe dans les écoles nationales de Bachkirie. A l'époque, le constat est clair : la région manque cruellement de professeurs de russe qualifiés, parlant à la fois le russe et leur langue maternelle. En outre, la majorité des villageois bachkirs, tatars, maris ou tchouvaches, vivaient dans des milieux monolingustiques, où le travail agricole ne requérait pas de vocabulaire spécifique en russe, et où le russe, enseigné comme langue étrangère (lorsque les manuels de russe en langues locales arrivaient à temps) n'était pratiqué que pendant le temps du cours (et encore, selon plusieurs témoignages, les enfants parlaient leur langue maternelle entre eux pendant le cours de russe). C'est ainsi que Murtaza Rakhimov (futur président de la République du Bachkortostan) ne parlait pas russe lorsqu'il intégra l'Institut du pétrole d'Oufa. En 1958, la réforme du système scolaire remit au goût du jour les projets d'amélioration de l'enseignement de la langue russe et, dans le cadre du passage à un système d'écoles à scolarité

allongée (huit ans), la langue russe obtint plus d'heures que dans l'ancien système. Durant la décennie qui suivit, la construction d'écoles s'accéléra dans les zones rurales de Bachkirie et l'industrialisation et l'urbanisation allant de pair avec une certaine homogénéisation culturelle, la langue parlée acquit une nouvelle signification. Parler le russe devint de plus en plus synonyme de reconnaissance sociale, symbole des « lumières par rapport aux ténèbres des langues locales ». Or c'est aussi de la fin des années 1960 que datent les premières mises en garde des académiciens bachkirs contre le danger de disparition de la langue bachkire. Cette histoire des langues est donc indispensable pour comprendre les enjeux actuels des politiques linguistiques et du droit des minorités dans les pays issus de l'URSS.

- Le second projet en cours, intitulé « Le pouvoir et les *zemljaki*, recompositions politiques et solidarités territoriales dans l'Oural des années 1960-70 » consiste à étudier, dans une perspective comparative, la nature et le rôle des solidarités territoriales dans l'enracinement du pouvoir local et leur recomposition sous l'impact des processus d'industrialisation et d'urbanisation. Considérés par les sociologues sous l'angle utilitariste de la sécurité qu'ils seraient censés apporter aux membres d'une société « en quête d'ordre », les réseaux de solidarités, très abondants en Russie, sont jugés dangereux pour l'avenir démocratique d'un pays prétendument soumis à la main mise des « KGBistes ». Plus clairement encore, le « tribalisme » expliquerait le maintien des régimes autoritaires d'Asie centrale post-soviétique. Dans l'un et l'autre cas, la prégnance des segmentations clientélistes et localistes du champ politique est-elle le fait de sociétés traditionnelles, arriérées, ou apparaît-elle au contraire comme un phénomène intrinsèquement lié à la modernité soviétique ? Pour y répondre, nous prendrons appui sur un troisième cas, celui intermédiaire d'une région culturellement et historiquement à cheval entre les mondes russe et centrasiatique. L'exemple de Midhat Shakirov, nommé en 1969 premier secrétaire de Bachkirie et qui ne quittera son fief républicain que contraint et forcé en 1987, témoigne de ce que l'enracinement local des bureaucraties favorisa le développement d'un système de valeurs où la fidélité tendait à primer sur les principes idéologiques. Fils d'un célèbre linguiste tatar, entouré et soutenu par un puissant groupe de solidarité territoriale, cet ingénieur de formation sut obéir aux signaux venus de Moscou tout en favorisant les kolkhozes et les *zemljaki* (pays) de sa région d'origine. Repérer la géographie des réseaux de solidarité qui se sont élaborés durant ces années de modernisation accélérée, ce serait mieux comprendre en quoi les restes de structures lignagères ont permis à une élite soviétisée mais désidéologisée de s'orienter vers le contrôle des ressources d'un État moderne pour conquérir davantage d'autonomie.

Outils de recherche

Sources

L'ouverture des archives de la période soviétique, à partir de 1991, aux chercheurs russes et étrangers, à Moscou et dans les régions, a stimulé de nouvelles perspectives de recherche, notamment à l'échelle locale. Notre travail se fondera sur différents types de sources.

Il s'appuiera, d'une part, sur des sources archivistiques révélées par l'ouverture des archives, notamment celles des Partis communistes locaux. La fréquentation assidue des bibliothèques et des fonds d'archives - les archives historiques, celles du Parti et les sténogrammes des réunions du Soviet suprême - ainsi que la lecture régulière de la presse de l'époque représenteront la base de notre activité de recherche dans chacune des régions de notre aire géographique. En ce qui concerne les publications des historiens locaux, leur lecture s'avère hautement bénéfique par la familiarité procurée avec les récurrences épistémologiques et de positionnements intellectuels de leurs auteurs. Notre travail cherchera ainsi à offrir un panorama le plus complet possible de ces travaux locaux que leur très faible diffusion (parfois publiés à quelques dizaines d'exemplaires) semble condamner à l'oubli. Cela nous permettra d'établir une histoire à la fois biographique et institutionnelle des travaux consacrés à l'histoire de chaque région. Telle que nous la concevons, l'histoire du temps présent exige de prendre en compte ces divers points de vue sur l'histoire, qui rendent compte des positionnements respectifs de leurs auteurs. Nous espérons également pouvoir participer à l'important travail de publication de documents d'archives mené en Russie depuis quelques années.

Pour répondre plus justement à notre problématique, nous nous efforcerons d'autre part de multiplier et de croiser les types de sources. En tant qu'historien du contemporain, nous aurons recours à des sources orales, qui seront questionnées et soumises à la critique au même titre que les autres sources. L'analyse des discours (mémoires publiées ou témoignages recueillis à l'aide d'entretiens) des acteurs permettra d'approfondir à un niveau plus local les enjeux entourant les thèmes abordés dans notre histoire contemporaine de la région Volga - Oural.

Bibliographie succincte

Il existe, en ce qui concerne la région Volga - Oural, une bibliographie assez éparse, notamment en ce qui concerne les publications locales qui n'ont malheureusement pas pu être citées ici.

[1] HIRSCH (Francine), *Empire of Nations, Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Ithaca & Londres : Cornell University Press, 2005.

[2] MARTIN (Terry), *The Affirmative Action Empire, Nations and Nationalism in Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca & Londres : Cornell University Press, 2001.

[3] MOINE (Nathalie), « Passeportisation, statistique des migrations et contrôle de l'identité sociale », *Cahiers du Monde russe* 38/4 (1997), p. 587-600 ; « Le système des passeports à l'époque stalinienne. De la purge des grandes villes au morcellement du territoire, 1932-1953 », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine* 1 (2003), p. 145-169.

[4] CADIOT (Juliette), « Les relations entre le centre et les régions en URSS à travers les débats sur les nationalités dans le recensement de 1926 », *Cahiers du Monde russe* 38/4 (1997), p. 601-616 ; « Le recensement de 1897. Les limites du contrôle impérial et la représentation des nationalités », *Cahiers du Monde russe* 45/3-4 (2004), p. 441-464.

[5] SUNDERLAND (Willard), *Taming the Wild Field, Colonization and Empire on the Russian Steppe*, Ithaca & Londres : Cornell University Press, 2004.

[6] KHODARKOVSKY (Michael), *Where Two Worlds Met: The Russian State And the Kalmyk Nomads, 1600-1771*, Ithaca & Londres : Cornell University Press, 2006.

[7] BABEROWSKI (Jörg), *Der Feind ist überall: Stalinismus im Kaukasus*, Munich - Stuttgart : Deutsches Verlags-Anstalt, 2003.

[8] BENNGISEN (Alexandre), *Les musulmans oubliés, l'islam en URSS aujourd'hui*, Paris : F. Maspero, 1981.

[9] SINOR (Denis), *The Cambridge History of Early Inner Asia*, Cambridge University Press, 1990 ; *Aspects Of Altaic Civilization*, Londres : Routledge Curzon, 1997.

[10] WERTH (Paul W.), *At the Margins of Orthodoxy, Mission, Governance, and Confessional Politics in Russia's Volga-Kama*, Ithaca & Londres : Cornell University Press, 2002.

[11] GERACI (Robert), *Window to the East, National and Imperial identities in Late Tsarist Russia*, Ithaca & Londres : Cornell University Press, 2001.

[12] WAYNE (Dowler), *Classroom and Empire: The Politics of Schooling Russia's Eastern Nationalities, 1860-1917*, Montréal : McGill-Queen's University Press, 2001.

[13] STEINWEDEL (Charles R.), *Invisible Threads of Empire: State, Religion, and Ethnicity in Tsarist Bashkiria, 1773-1917*, Ph.D diss., University of Columbia, 1999.

[14] LE TORRIVELLE (Xavier), *Histoire des identités en Russie musulmane : la république autonome du Bachkortostan (1969-2003)*, EHESS, Paris, 2006, thèse soutenue devant un jury composé de M. Alain BLUM (Directeur d'études à l'EHESS), M. Marcel GAUCHET (Directeur d'études à l'EHESS), M. François GEORGEON (Directeur de recherche au CNRS), M. Andreas KAPPELER (Professeur à l'université de Vienne) M. Jean RADVANYI (Professeur des Universités à l'INALCO) et Mme Jutta SCHERRER (Directeur d'études à l'EHESS).

[15] LE TORRIVELLE (Xavier), « Entre steppes et stèles. Territoires et identités au Bachkortostan », *Cahiers du monde russe*, « En islam sibérien », 41/2-3 (2000), p. 369-400 ; « Le crépuscule des ethnies, identités et politique : le recensement de 2002 en république du Bachkortostan », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 35/2 (2004), p. 29-58.

[16] KELLER (Shosana), *To Moscow, Not Mecca: The Soviet Campaign Against Islam in Central Asia, 1917-1941*, Westport : Praeger Publishers, 2001.

[17] NORTHROP (Douglas), *Veiled Empire: Gender and Power in Stalinist Central Asia*, Ithaca & Londres : Cornell University Press, 2004.

[18] KAPPELER (Andreas), *La Russie, Empire multiethnique*, Paris : Institut d'Études slaves, 1994.

[19] CONKLIN (Alice), *Mission to Civilize: The Republican Idea of Empire in France & West Africa, 1895-1930*, Stanford University Press, 2000.

[20] LOHR (Eric), *Nationalizing the Russian Empire, The Campaign against Enemy Aliens during World War I*, Harvard University Press, 2003.

[21] BENNIGSEN (Alexandre), LEMERCIER-QUELQUEJAY (Chantal), *La presse et le mouvement national chez les musulmans de Russie avant 1920*, Paris - La Haye : Mouton, 1964 ; *L'Islam en Union soviétique*, Paris : Payot, 1968 ; *Sultan Galiev, le père de la révolution tiers-mondiste*, Paris : Fayard, 1986.

[22] MUHAMETSHIN (Rafik), *Tatary i islam v 20 veke* (Les Tatars et l'islam au 20^e siècle), Kazan : Fen, 2003.

[23] JAMAEVA (Larisa), *Musul'manskij liberalizm nachala 20 veka kak obshchestvenno-politicheskoe*

dvizhenie (Le libéralisme musulman au début du 20^e siècle comme mouvement sociopolitique), Oufa : Gilem, 2002.

[24] AZAMATOV (Danil), « Russian Administration and Islam in Bashkiria (18th-19th Centuries) », *Muslim Culture in Russia and Central Asia from the 18th to the Early 20th Centuries*, Berlin : Klaus Schwarz Verlag, 1996, p. 91-111.

[25] DEWESE (Devin), *Islamization and Native Religion in the Golden Horde, Baba Tükles and Conversion to Islam in Historical and Epic Tradition*, University Park : Pennsylvania State University Press, 1994.

[26] *L'Islam de Russie, Conscience communautaire et autonomie politique chez les Tatars de la Volga et de l'Oural, depuis le 18^e siècle*, Stéphane A. DUDOIGNON, Damir Is'HAQOV, Rafik MUHAMETSHIN (sous la dir), Paris : Maisonneuve et Larose, 1997.

[27] FRANK (Allen), *Islamic historiography and « Bulghar » Identity among the Tatars and Bashkirs of Russia*, Leiden, « Social, Economic and Political Studies of the Middle East and Asia - 61 », Leiden : E. J. Brill, 1998.

[28] KEMPER (Michael), « Entre Boukhara et la Moyenne-Volga : 'Abd An-Nasîr Al-Qûsâwî (1776-1812) en conflit avec les oulémas traditionalistes », *Cahiers du monde russe* 37/1-2 (1996), p. 41-52.

[29] GEORGEON (François), « Yusuf Akçura : Première partie, les années de formation », *Central Asian Survey* 5/1 (1986), p. 15-28 ; « Yusuf Akçura : Deuxième partie, le mouvement national des Musulmans de Russie (1905-1908) », *Central Asian Survey* 5/2 (1986), p. 61-71.

[30] DUDOIGNON (Stéphane A.), « Djadidisme, mirarisme, islamisme », *Cahiers du monde russe*, « Le réformisme musulman en Asie centrale, Du "premier renouveau" à la soviétisation, 1788-1937 », 37/1-2 (1996), p. 13-40 ; « Qu'est-ce que la "Qadîmiya" ? Éléments de sociologie du traditionalisme musulman », in *L'Islam de Russie*, p. 207-226.

[31] *Islam in Politics in Russia and Central Asia (early Eighteen to late Twentieth Centuries)*, Stéphane A. DUDOIGNON, Hisao KOMATSU (sous la dir), Londres, New York, Bahreïn : Kegan Paul, 2001.

[32] NOACK (Christian), *Muslimischer Nationalismus im Russischen Reich. Nationsbildung und Nationalbewegung bei Tataren und Baschkiren, 1861-1917*, Stuttgart : Franz Steiner, 2000.

[33] RO'Ï (Yaacov), *Islam in the Soviet Union, From World War II to Perestroika*, Londres : Hurst & Company, 2000.

[34] SHNIRELMAN (Victor), *Who Gets the Past? Competition for Ancestors among Non-Russian Intellectuals in Russia*, Washington D. C. : The Woodrow Wilson Center Press, 1996.

[35] DULLIN (Sabine), « Les interprétations françaises du système soviétique », *Le siècle des communismes*, Paris : Seuil, 2004.

[36] GELMAN (Vladimir Ja.), « Regionali'naja vlast' v sovremennoj Rossii : instituty, režimy i praktiki » (Le pouvoir régional en Russie aujourd'hui : institutions, régimes et pratiques », *Polis* 1 (1998).

[37] GRANEY (Kate), « Education Reform in Tatarstan and Bashkortostan: Sovereignty Projects in Post-Soviet Russia », *Europe-Asia Studies* 51/4 (1999), p. 611-632.

[38] NOWACKI (Dawn Elaine), *Ethnicity, Nationalism and Political Orientations among Elites in Tatarstan and Bashkortostan*, Ph.D diss., Emory University, 1997.

[39] GRAVINGHOLT (Jörn) « Pseudodemokratie in Russland : Der Fall Baschkortostan », Berlin : Humboldt Universität, 2002.

[40] GORENBOURG (Dmitry P.), *Minority Ethnic Mobilization in the Russian Federation*, Cambridge : Cambridge University Press, 2003.

[41] UYAMA (Tomohiko), « From “Bulgharism” through “Marrism” to Nationalist Myths: Discourses on the Tatar, the Chuvash and the Bashkir Ethnogenesis », *Novaja volna v izuchenii etnopoliticheskoj istorii Volgo-Ural'skoe regiona*, Hokkaido : Slavic Research Center, № 95, 2003, p. 163-190.